

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

14/03/2022

Dossier complet le :

14/03/2022

N° d'enregistrement :

2022-ARA-KKP-3686

1. Intitulé du projet

Création d'une desserte en gaz de la vallée de la Tarentaise (2 x DN160 / PMS 10 bar) depuis Albertville (73)

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

GRTgaz

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Timothée LEROY, directeur de projets

RCS / SIRET

4 4 0 1 1 7 6 2 0 0 1 8 0 3

Forme juridique

SA à conseil administratif

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
37. Canalisation de transport de gaz inflammables, nocifs ou toxiques, et de dioxyde de carbone en vue de son stockage géologique	Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 500 m², ou dont la longueur est égale ou supérieure à 2 km --> Ouvrage de transport de gaz naturel ou assimilé de 24 km

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste en la création d'une desserte en gaz le long de la vallée de la Tarentaise entre les communes d'Albertville et de La Léchère, dans le département de la Savoie. Ce nouvel ouvrage, d'une longueur de 24 km, se composera de 2 tubes en parallèle de diamètre extérieur (D) de 160 mm et d'une pression maximale de service (PMS) de 10 bar. Quatre postes de gaz seront également créés le long de cette desserte de gaz :

- un poste de pré-détente réglementaire localisé au PK0 (point kilométrique) sur la commune d'Albertville, permettant le raccordement de la nouvelle desserte avec la canalisation existante DN150 MONTMELIAN - ALBERTVILLE. D'une superficie de 260 m², il sera situé sur une parcelle en friche, en bordure de la voie ferrée,
- deux postes de sectionnement situés sur Esserts-Blay et Cevins (robinet enterré accessible depuis un regard de 0,25 m²),
- un poste de détente/livraison pour la distribution publique gaz ayant pour premier client l'industriel Tokai Cobex Savoie implantés au niveau du PKfinal (commune de La Léchère), dans l'enceinte du site industriel et d'une superficie de 100 m² (avec moins de 20 m² de goudronné par la dalle qui accueillera le poste),

Les travaux sont prévus courant 2023 et 2024 pour une mise en service en 2024.

Cette desserte de gaz devrait se prolonger jusqu'à la commune de Moûtiers par un réseau de distribution publique (Délégation de service publique). GRTgaz ne pourra se positionner à l'appel d'offre pour la concession de la future DSP.

4.2 Objectifs du projet

Le projet consiste à amener l'énergie gaz par canalisation auprès de différents clients potentiels situés sur les communes de La Léchère, Moûtiers et Saint-Marcel(Plombière) afin de permettre leurs projets de conversion fuel et propane vers le gaz naturel avec un approvisionnement sécurisé et continu.

L'industriel Tokai Cobex Savoie (ex Carbone Savoie - Producteur de carbone et de graphite synthétique) souhaite améliorer le bilan économique et environnemental de son site de La Léchère. Pour son process, le site utilise actuellement de l'électricité, du fioul et du propane. (fours de production, chauffage...). Il projette la conversion de ses process utilisant fioul et propane au gaz naturel. A plus long terme, un développement de son activité est envisagé, conditionné à un approvisionnement en gaz naturel, pour produire du graphite pour les batteries électriques, afin de concurrencer le recours unique au graphite chinois où les conditions de production sont réputées plus souples notamment sur le plan environnemental.

L'industriel FERROPERM, situé face à Tokai Cobex Savoie, dont l'activité a cessé en avril 2021, est en recherche de repreneurs. La possibilité de raccordement en gaz naturel est mise en avant.

Des projets de conversion en gaz naturel de bâtiments publics, de logements et d'industriels, notamment MSSA (Métaux Spéciaux Savoie), leader mondial du sodium métal et basé sur la commune de Saint-Marcel (Plombière).

Des EPCI sur lesquels sont situés des domaines skiables sont également intéressés par un raccordement au gaz naturel pour des sujets de mobilité permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre du transport de personnes (navette/bus et de marchandises...). Pour plus de détails, se référer à l'annexe 7

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

L'essentiel des travaux de pose de la nouvelle desserte de gaz sera réalisé en domaine public, sous voirie existante, en trancheuse à roues avec pose de deux tubes en parallèle. Cette approche permet d'optimiser les coûts, largeur et temps de pose et de réduire les perturbations des riverains. En effet, les tourets et la trémie (grillage avertisseur) sont intégrés à la trancheuse et l'engin est autonome permettant un linéaire journalier d'environ 600 m dans des terrains meubles et 300 m dans la roche.

Pour la pose à la trancheuse à roues, le chantier comprend les étapes suivantes : Ouverture de la tranchée largeur 80cm et profondeur 1,2m / Dépose d'un lit de sable en fond de tranchée d'au moins 10 cm d'épaisseur / Déroulage et pose des tubes dans la fouille (espacement de 20 cm entre les 2 tubes)/ Recouvrement des tubes par du sable (10 cm d'épaisseur)/ Mise en place de la trémie (grillage avertisseur) / Remblayage de la fouille / Remise en état du sol / Nettoyage et remise en état du site. Pour les milieux urbains, la pose sera réalisée avec des pelles mécaniques.

Les franchissements de points particuliers (rivières, voies ferrées, routes nationales...) sont réalisés de manière indépendante par une pose en sous-cœuvre.

Une fois l'ouvrage construit, une épreuve de résistance mécanique et d'étanchéité en eau/air est réalisée avant la mise en service.

La construction d'un poste gaz est réalisée par les opérations successives : Décapage de la terre végétale à l'intérieur de la future clôture / Réalisation d'une dalle et des réservations pour le poste et l'armoire électrique /Réalisation d'une plate-forme et d'une surface permettant la circulation d'un véhicule léger sur le reste du terrain / Réalisation des fouilles de raccordements amont/aval à l'ouvrage enterré / Mise en place des clôtures du poste, des portails et de la signalisation.

(Pour plus d'informations se référer à l'annexe 7)

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Une fois l'ouvrage mise en place, celui-ci intègre le programme de surveillance et de maintenance (PSM) de GRTgaz ainsi que le plan de sécurité et d'intervention (PSI). Ces exigences réglementaires garantissent la sécurité et la pérennité des ouvrages GRTgaz dans le temps.

Notamment, une surveillance aérienne ou terrestre vérifie régulièrement qu'aucune activité ou événement potentiellement à risque pour l'ouvrage ne soit identifiée (travaux tiers, ravinement, affaissement, érosion) et qu'aucun chantier non déclaré n'est exécuté à proximité. Dans la négative, les agents d'exploitation GRTgaz se rendent sur place pour évaluer la bonne intégrité des ouvrages et de leur environnement, et les actions associées le cas échéant.

De même, les postes gaz font l'objet de contrôles et d'opérations de maintenance réguliers.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Autorisation préfectorale de construire et d'exploiter un ouvrage de transport de gaz (code de l'environnement article R.555-2) avec demande de déclaration d'utilité publique des travaux

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Longueur de la desserte de gaz	24 km
Surface du poste de pré-détente réglementaire localisé au niveau du PK0	260 m ²
Surface des postes de sectionnement situés sur les communes d'Esserts-Blay et Cevins	0,25 m ² chacun
Surface du poste de détente/livraison implanté au niveau du PKfinal	100 m ²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Département de la Savoie
Vallée de la Tarentaise
Entre les communes d'Albertville et
La Léchère

Coordonnées géographiques¹

Long. __° __' __" __ Lat. __° __' __" __

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. 0 6 ° 2 1 ' 5 8 " 05E Lat. 4 5 ° 3 9 ' 3 2 " 00N

Point d'arrivée :

Long. 0 6 ° 2 8 ' 5 5 " 16E Lat. 4 5 ° 3 1 ' 2 2 " 65N

Communes traversées :

Albertville, Grignon, Esserts-Blay, Tours-en-Savoie, La Bathie, Cevins et La Léchère

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

La canalisation existante DN150 MONTMELIAN - ALBERTVILLE, à laquelle cette nouvelle canalisation va être raccordée, a été construite en 1986 et dûment autorisée par l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 portant autorisation de transport de gaz pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à Gaz de France (service national).

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 1 n°820032099 "Ecosystème alluvial de l'Isère dans la vallée du Grésivaudan" (traversée sur un linéaire de 428 m et de 987 m) ZNIEFF de type 2 n°820032104 "Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble" (traversée sur un linéaire de 428 m et de 987 m), ZNIEFF de type 2 n°820031306 "Massifs de la Lauzière et du Grand Arc" (traversée sur un linéaire de 390 m),
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Source : https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/kiosque/zonage-les-zones-de-montagne
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'État en Savoie (infrastructures routières nationales concédées et non concédées dont le trafic est supérieur à 8 200 véhicules par jour et infrastructures ferroviaires dont le trafic est supérieur à 82 trains par jour) approuvé par arrêté préfectoral le 11 juin 2019. Le projet est situé dans la zone exposée aux bruits de la route nationale n°90.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet traverse les périmètres de protection d'un monument historique, l'église de Cevins, inscrite le 31 décembre 1976. La future desserte de gaz étant enterrée, aucune covisibilité avec le monument historique n'est à prévoir.

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le tracé de la future desserte de gaz traverse les zones humides n°73CPNS2002 sur un linéaire de 292 m et n°73CPNS5001 sur un linéaire de 68 m. Ces zones humides sont associées au cours d'eau de l'Isère et à sa ripisylve. Les franchissements de l'Isère se faisant systématiquement en forage dirigé, le projet n'engendrera aucun impact sur celles-ci. Les plateformes installées de chaque côté des berges seront localisées hors périmètre des zones humides. (voir annexe 7)
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - PPRN Tours-en-Savoie (avalanches, mouvements de terrain, crues torrentielles, chutes de blocs, inondations (hors crues de l'Isère)) approuvé le 24 février 2012 - PPRN La Léchère (avalanches, inondations (hors Isère), mouvements de terrain) approuvé le 21 février 2007 - PPRI Tarentaise aval approuvé le 4 février 2015 - PPRI Combe de Savoie approuvé le 19 février 2013
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D'après la base de données BASOL, le site pollué le plus proche est celui de Tokai Cobex Savoie, situé à quelques dizaines de mètres du projet. Un des postes de livraison sera implanté sur ce site. Des prélèvements seront effectués sur les parcelles des sites potentiellement pollués pour évaluer la conduite à tenir. (voir annexe 7)
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La future desserte de gaz traverse les périmètres de protection éloignés de 2 captages d'alimentation en eau potable, dont un seul également en périmètre rapproché sur 43 ml.</p> <p>à La Bâthie : Linéaire de 43 m dans le périmètre de protection rapproché Rio Tinto Alcan (pas de périmètre éloigné défini - DUP du 7 avril 2011 - tranchée ouverte de moins de 3m autorisée dans le périmètre rapproché)</p>
Dans un site inscrit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site inscrit le plus proche du projet, le site dit "Ruines du château de la Bâthie et hameau de Chantemerle", se situe à environ 500 m.</p> <p>La future desserte de gaz étant enterrée, aucune covisibilité n'est à prévoir.</p>
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites Natura 2000 les plus proches, la ZSC n°FR8212028 et la ZPS n°FR8202003 portant le même nom "Massif de la Lauzière" sont situés à 835 m de la future desserte de gaz. Comme indiqué en annexe 6.2, le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence : aucune destruction /détérioration d'habitat , aucune destruction/ perturbation d'espèces déterminantes
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site classé le plus proche de la future desserte de gaz, le site dit "Col de la Bâthie et lacs de la Tempête" se situe à 750 m du projet. Dans ce secteur, la desserte de gaz se situera en milieu urbanisé, fortement anthropisé. Aucune covisibilité n'est possible.

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des prélèvements d'eau seront réalisés pour la réalisation des franchissements sans tranchée (pour la réalisation des boues de forage) les volumes associés sont de l'ordre de 30 m ³ par forage pour ce projet. Les boues de forage pourront être ré-utilisées d'un forage à l'autre tant que leurs caractéristiques (notamment de densité en matériau solide) le permet. Un volume de 200 m ³ peut être retenu. Le prélèvement pourra être réalisé sur site si possible, ou sur une borne incendie à proximité. En cas d'impossibilité, les prélèvements seront réalisés ex-situ et amenés par camion-citerne. Le prélèvement est non notable et non significatif pour le milieu
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Lors de la pose de la future dessert de gaz, une partie de la terre excavée est remplacée par du sable (10 cm en dessous et au-dessus). 5 500m ³ seront nécessaires. Au niveau des espaces naturels, des chemins agricoles et des chemins carrossables non goudronnés, la réutilisation des matériaux excavé sera privilégiée (hors lit de sable). Sous voirie goudronnée, pour la réfection de chaussée, les matériaux excavés seront remplacés s'ils ne respectent pas les règlements de voiries sur les réfections et compactages (voir paragraphe suivant pour le détail des volumes excédentaires).
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Environ 5 500 m ³ de terre seront remplacés par du sable et devront donc être évacués ou ré-utilisés. En plus de la terre remplacée par le sable, les volumes de matériaux à remplacer au niveau des voiries sera compris entre 7700 et 15900 m ³ . Au niveau des postes, les volumes modifiés seront beaucoup plus faibles, de l'ordre de 20 m ³ (voir annexe 7 pour plus de détails)
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Uné étude écologique terrain et bibliographique a été réalisée entre novembre 2020 et février 2022. Quelques enjeux écologiques faibles à modérés ont été relevés. Des mesures d'évitement et de réduction adaptées au projet seront mises en place afin de ne pas impacter les espèces et habitats à enjeux et de réduire au maximum les incidences potentielles du projet (réduction et adaptations des emprises travaux, adaptation des périodes d'intervention, ...). Les impacts résiduels sont négligeables. La démarche systématique d'éco-chantier GRTgaz sera menée. (voir annexes 7 et 8 pour plus de détails)
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet étant situé à proximité d'un site Natura 2000, un formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000 est joint en annexe n°6. Il conclue à l'absence d'impact sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence : aucune destruction /détérioration d'habitat , aucune destruction/ perturbation d'espèces déterminantes

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le tracé est majoritairement situé sous des chemins et voiries déjà existantes et empruntés par le milieu humain. Ce choix a volontairement été pris pour limité la consommation de ces espaces. Le projet engendrera uniquement la consommation de 260 m² d'espace en friche pour l'implantation du poste de pré-détente au niveau du PK0. impact non notable et négligable
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'implantation de l'ouvrage se situe en dehors de toute zone de PPRT. En revanche les canalisations de transport de gaz naturel sont à l'origine de risques technologiques. A ce titre, elles sont soumises à étude de dangers en application des dispositions de l'article R. 554-46 du code de l'environnement dont le contenu est précisé à l'article R.555-10-1 dudit code. Elles conduisent à l'instauration de servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation pour les ERP > 100 personnes et les IGH à partir des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers. La demie largeur de la bande SUP1 est de 7 mètres
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le risque principal pour l'ouvrage est le risque d'agression par travaux tiers dont les probabilités sont plus élevées (probabilité de fuite de l'ordre de 10-6/km/an) que les risques naturels (10-8/km/an). Les études de dangers sera insérée au dossier d'autorisation. L'ouvrage fait preuve d'une élasticité permettant de résister à certains événements naturels. Risque sismique modéré à moyen ,faible à moyen de retrait-gonflement des argiles, de mouvement de terrain, de remontée de nappe phréatique, d'inondation (voir annexe 7)
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Temporaire:En phase travaux, les routes et chemins d'accès seront empruntés par les engins ou véhicules nécessaires au chantier. Tout sera mis en œuvre pour limiter la gêne occasionnée sur l'augmentation de la circulation. La future desserte de gaz longera en grande partie des routes communales et départementales. Un plan de circulation et de déviation sera élaboré. Le chantier étant mobile au cours des travaux, la gêne localisée sera temporaire et provisoire.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	En phase travaux, le bruit sera temporaire et proviendra essentiellement des moteurs des engins de chantier n'intervenant qu'en journée. En phase exploitation, seuls les postes gaz sont sources de bruit. Le poste de pré-détente (PK0) est situé à environ 75 m de la première habitation. Le poste client de détente/livraison (PKfinal) est implanté dans un site industriel déjà bruyants. Une étude acoustique sera menée pour s'assurer du respect de la réglementation en vigueur et de l'acceptabilité du bruit émergent.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux temporaires d'installation de nouvelle desserte et des postes gaz pourraient engendrer ponctuellement des périodes de vibration localisées.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	En phase travaux, aucun travaux de nuit n'est prévu En phase exploitation, aucune émission lumineuse permanente n'est nécessaire au fonctionnement des ouvrages.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase exploitation : Pas de soupape sur les installations, donc pas de rejet de gaz non maîtrisé En phase travaux : liés aux engins de chantier. Les travaux de pose nécessitent un faible nombre d'engins contrairement à des travaux de génie civil. Le chantier est mobile.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En cas d'intempérie, les eaux de fond de fouille seront pompées si nécessaire pour permettre la pose de la nouvelle desserte de gaz. Elle seront rejetées dans les circuits hydrologiques naturels par des installations provisoires permettant de garantir le moins de turbidité possible au moyen de filtration si nécessaire. (voir annexe 7). Les boues de forage ne sont pas rejetées dans le milieu naturel, elles seront récupérées et évacuer en filière de traitement dédié. L'impact est jugé non notable et temporaire
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le chantier génère des déchets non dangereux et inertes qui feront l'objet de bordereau de suivi de déchets lors de leur évacuation vers les centres de stockage/traitement (voir annexe 7)

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation de construire et d'exploiter le préfet de région est saisi afin qu'il se prononce sur la nécessité d'engager un diagnostic au titre de l'archéologie préventive. En l'absence de prescription de diagnostic, lors de la réalisation des travaux, GRTgaz tiendra informé le Service régional de l'archéologie en cas de découverte de vestiges archéologiques. Les travaux étant entièrement sous des zones déjà aménagées (route, chemin), les terrains ont déjà été travaillés. La probabilité reste donc faible.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet engendrera uniquement la consommation de 260 m ² de terre en friche pour l'implantation du poste de pré-détente au niveau du PK0.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Installations industrielles : Cf. annexe 7 pour plus de détails.

Les impacts des projets à court et moyen terme de TOKAI COBEX - ICPE à autorisation concernant leur(s) installation(s) industrielle(s) localisée(s) à La Léchère, et ne se cumuleront pas avec les impacts du projet de GRTgaz.

Pour les autres clients potentiels, des projets de conversion fuel/gaz et fuel/propane sont en émergence, liés à la possibilité de l'arrivée du gaz par canalisation : Chauffage domestique pour bâtiments publics, administratifs et collectifs, Remplacement cuves propane pour process MSSA-ICPE à autorisation (échéance plus long terme qui fera l'objet d'une demande dédiée en cas d'émergence)

En conclusion, un bénéfice à moyen et long terme peut même être envisagé concernant les émissions de CO₂ par kWh consommé du fait d'installations neuves pour des conversions d'équipement vers des énergies bas carbone.

Eaux et milieux aquatiques :

Plusieurs projets ont fait l'objet d'un dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau à proximité du présent projet depuis 2017.

Après consultation des arrêtés préfectoraux de ces différents projets (portants sur l'entretien de cours d'eau, les travaux d'enrochement d'un cours d'eau (ruisseau de Chiriac à Gilly-sur-Isère), l'exploitation de centrales hydroélectriques, le transfert d'effluents vers la STEP de la Bâthie, la reconstruction du pont d'Albertin (commune de Grignon) et l'aménagement de la ZAC du parc olympique d'Albertville) a été réalisée.

Aucun effet cumulé avec le présent projet n'est à prévoir.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

L'annexe 7 présente de manière détaillée la justification du projet, les enjeux environnementaux autour du projet (une zone d'étude a été définie et des cartes de synthèses présentent l'ensemble des composantes environnementales recensées), les effets du projets et les mesures d'évitement et de réduction envisagées. La mesure d'évitement majeure du projet consiste à l'emprunt de chemin et voiries existantes et empruntées. (cf annexe 9)

Il est à noter que les effets et mesures identifiées ne concerne que la phase travaux du projet. Les mesures mises en oeuvre ont fait leurs preuves et sont utilisées systématiquement sur les chantiers de GRTgaz.

Les effets résiduels sont non notables en phase exploitation

Le projet ne nécessite aucune mesure de compensation.

(cf annexe 8 et 9 pour plus détails)

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

GRTgaz a intégré en amont la dimension environnementale et défini son projet selon le principe de moindre impact environnemental. Des mesures d'évitement et de réduction ont été envisagées pour limiter les incidences éventuelles, comme indiqué à l'annexe 7. L'arrivée du gaz naturel, énergie fossile la moins polluante connue à ce jour, dont la part d'origine renouvelable et locale croit significativement (objectif 30% en 2030) a permis de faire émerger localement des projets s'inscrivant dans le cadre d'une politique globale de protection de l'environnement : remplacement des usages fioul et propane, réduction des approvisionnements énergétiques par camion (GES), et indirectement amélioration efficacité énergétique et réduction des émissions de poussières (renouvellement parc machines), avitaillement en gaz carburant (bus, navette, camion)

Nous estimons que ce projet devrait être dispensé d'une évaluation environnementale.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Annexe 6_2 : Formulaire d'incidences simplifié Natura 2000

Annexe 7 précisant :

- la justification du projet,
- le détail des travaux envisagés,
- une analyse du contexte et des contraintes environnementales,
- les principales mesures et précautions prises durant la phase de travaux.

Annexe 8 : Diagnostic faune-flore

Annexe 9 : Justification et évolutions du tracé

Annexe 10 : Décision cas par cas 2021-KKP-3167

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

Lyon

le,

14/03/2022

Signature



Timothée LEROY
Directeur de Projets
Direction Projet Ingénierie
Département Projets Rhône-Méditerranée
10 rue Pierre Semard CS 50329
69363 Lyon Cedex 07
T +33 (0)4 78 14 69 60 - M +33 (0)7 62 50 38 96
timothee.leroy@grtgaz.com

Signature ci-dessus